

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 35 (2008)
Heft: 1

Artikel: Coopération au développement : "Abolissons la pauvreté"
Autor: Ribi, Rolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912272>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Abolissons la pauvreté» Un monde sans pauvreté est un vieux rêve de l'humanité. Grâce à la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, le nombre de personnes touchées par l'extrême pauvreté devrait être réduit de moitié d'ici 2015. «Make Poverty History» [«Abolissons la pauvreté»], revendent les organisations d'aide à travers le monde. Maintenant, la Suisse doit elle aussi reconsidérer la coopération au développement. Par Rolf Ribi



«Rien que pour l'Afrique, nous payons aujourd'hui 400 millions de francs d'aide au développement. Je ne veux pas parler de son utilité. En tant qu'homme d'entreprise, je n'en vois aucune. Ce qu'on doit faire avec l'Afrique, je n'en sais rien. Une possibilité serait de la laisser à son propre sort.» Les propos tenu par le conseiller fédéral (non réélu entre-temps) Christoph Blocher voici un an devant la Commission des institutions politiques du Conseil national à propos de l'aide suisse au développement ont déclenché une polémique.

Micheline Calmy-Rey, alors Présidente de la Confédération, y avait répondu rapidement: «L'idée de laisser l'Afrique à son propre sort révèle une grosse méconnaissance de cette question. L'aide au développement en Afrique est nécessaire et elle est bonne.» Walter Fust, directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC), lui a d'ailleurs emboîté le pas: «Les Africains doivent certes décider eux-mêmes de leur développement. Mais laisser l'Afrique à son propre sort n'est pas une solution.»

Le conseiller fédéral suisse a également reçu une réponse de l'ambassadrice tunisienne Khadija R. Masri, qui représente les 53 États membres de l'Union Africaine auprès des Nations Unies à Genève: «Tant que l'Europe n'est pas prête à réduire les subven-

tions agricoles et les barrières commerciales, l'Afrique ne pourra pas s'aider elle-même.» Dans l'histoire africaine, l'Europe représenterait surtout «la traite des noirs, la colonisation et le pillage des richesses de notre sous-sol». L'aide au développement signifierait l'acquittement d'une dette historique et servirait tant à l'Afrique qu'à l'Europe. «Sinon, il sera impossible de stopper les importants flux de migrants vers l'Europe.»

Pétition pour accroître l'aide

La controverse autour de la déclaration du conseiller fédéral Blocher démontre l'importance de la polémique relative à l'aide au développement avec les pays du tiers monde. Le sujet est aussi d'actualité au sein de la Confédération: «0,7% – ensemble contre la pauvreté!», c'est sous cette devise qu'Helvetas récolte depuis l'été dernier, avec soixante autres organisations de la société civile, des signatures pour une pétition adressée au Parlement et au Conseil fédéral. Cette «requête du peuple» réclame l'augmentation de l'aide suisse au développement à 0,7% du produit national brut. Bien plus de 100 000 (!) citoyennes et citoyens ont déjà signé la pétition l'année passée.

«La pauvreté est un scandale», dit le texte de la pétition. Le Parlement et le gouvernement sont invités à s'engager davantage «afin

de réduire de moitié l'extrême pauvreté et le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde d'ici 2015». Le fond de la pétition: l'augmentation progressive de l'aide publique au développement à 0,7% et l'utilisation ciblée de ces moyens en faveur des plus pauvres ainsi que pour la protection de l'environnement. «Lutter contre la pauvreté est un devoir moral. C'est une question d'humanité et de bons sens politique», dit Melchior Lengsfeld d'Helvetas.

L'exigence de 0,7% d'aide au développement des pays industrialisés avait été revendiquée en 1970 déjà par les Nations Unies et fait office de mesure indicative globale jusqu'à ce jour. Où se situe la Suisse fortunée dont les banques gèrent un tiers de tous les patrimoines privés du monde? En ce qui concerne les dépenses relatives à l'aide au développement, notre pays ne se situe qu'en milieu de classement: parmi les 22 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, notre pays pointe à la 11^e place, avec 0,46% d'aide au développement, au rang 15 seulement si l'on considère les chiffres absolus. D'autres pays comme la Suède, la Norvège, les Pays-Bas et le Luxembourg ont déjà atteint ou même dépassé l'objectif des 0,7%. Les 15 «anciens» États membres de l'Union européenne avaient décidé en 2005 déjà d'augmenter leur aide au développement à 0,56% en 2010 et à 0,7% pour 2015.

La Suisse sous pression

La Suisse est cependant mise au pied du mur. En 2000, tous les États membres de l'ONU ont fixé huit objectifs de développement pour l'année 2015 – la Suisse aussi (voir encadré). Le huitième objectif exige expressément une «aide publique au développement plus généreuse». En 2005, lors de la rencontre au sommet de l'ONU à propos de la réalisation actuelle de ces Objectifs du Millénaire, le président de la Confédération d'alors Samuel Schmid avait déclaré devant l'Assemblée générale des Nations Unies: «La Suisse envisage d'accroître, au-delà de 2008, le pourcentage qu'elle consacre à l'aide publique au développement.»

Mais il n'en sera pas ainsi, bien au contraire. Tout d'abord, le Conseil fédéral avait plusieurs fois promis d'augmenter à 0,4% son aide au développement pour 2010. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a même usé d'une combinaison statistique: les dépenses relatives aux requérants d'asile, à la promotion de la paix, l'aide en matériel de l'armée et

surtout les coûts relatifs à l'annulation de la dette de l'Irak et du Nigeria ont été présentés comme aide au développement. Ainsi, l'aide a soudain augmenté à 0,44 % pour 2005, sans qu'un franc supplémentaire ne soit versé aux pays les plus pauvres.

En novembre 2006, le Conseil fédéral a décidé d'augmenter l'ensemble des dépenses fédérales (à l'exception de la formation) à maximum 2 % par an. Ainsi, l'aide publique au développement ne représenterait que 0,37 % du produit national brut en 2015. La critique ne s'est pas fait attendre: «Si la Suisse maintient cette décision, elle sera le seul pays d'Europe à aller contre les Objectifs du Millénaire. Une telle position serait très difficile à justifier au niveau international», explique Bastien Joerchel d'Alliance Sud, la communauté de travail de plusieurs organisations d'aide. Et Eveline Herfkens, directrice de la campagne du Millénaire de l'ONU, constate: «Selon moi, la reconnaissance des Objectifs du Millénaire implique un engagement moral.»

Contours de l'aide au développement

L'OCDE a indiqué que l'aide publique mondiale au développement s'élevait à 104 milliards de dollars en 2006. Avec ses 1,55 milliard de dollars à peine, la Suisse ne joue pas un rôle déterminant dans le contexte global, mais sa contribution est toutefois appréciée (comme le constate la Fédération des entreprises suisses economiesuisse).

L'aide au développement de la Confédération passe principalement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Voici les chiffres pour l'année 2006: 1,1 milliard de francs pour la coopération au développement, 0,3 milliard pour l'aide humanitaire et 0,15 milliard pour la coopération avec l'Europe de l'Est. Si l'on compte en plus l'aide aux requérants d'asile, les dépenses pour la promotion de la paix et les mesures d'annulation de dette, on arrive au total à une aide publique au développement de quelque 2 milliards de francs. Environ trois quarts reviennent à l'aide bilatérale pour les pays et les régions, plus particulièrement en Afrique et en Asie, et un quart à l'aide multilatérale aux organisations de l'ONU et à d'autres institutions internationales de développement.

La DDC apporte son aide pour le Sud à 14 pays prioritaires parmi les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Avec ses mesures de politique économique et commerciale, le SECO se concentre sur 10

pays prioritaires, principalement en Afrique. L'aide humanitaire de la Confédération est versée surtout à différentes organisations internationales (comme le Programme Alimentaire Mondial de l'ONU et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), à la Croix-Rouge internationale (98 millions), au Corps suisse d'aide humanitaire et aux organisations non gouvernementales suisses (27 millions).

Et qu'en est-il de l'aide au développement privée de nombreuses organisations non gouvernementales et de la propension aux dons de nos concitoyens? L'aide privée de la Suisse aux pays en développement, c'est-à-dire les contributions des œuvres de bienfaisance et d'autres institutions d'utilité publique, s'élevait il y a deux ans à 413 millions de francs, soit 0,08 % du produit national brut. Les dons privés des organisations d'aide, collectés en grande partie directement auprès de la population, se montaient ainsi à 55 francs par habitant – c'est le deuxième meilleur résultat de tous les pays membres du CAD.

L'aide au développement est-elle nécessaire?

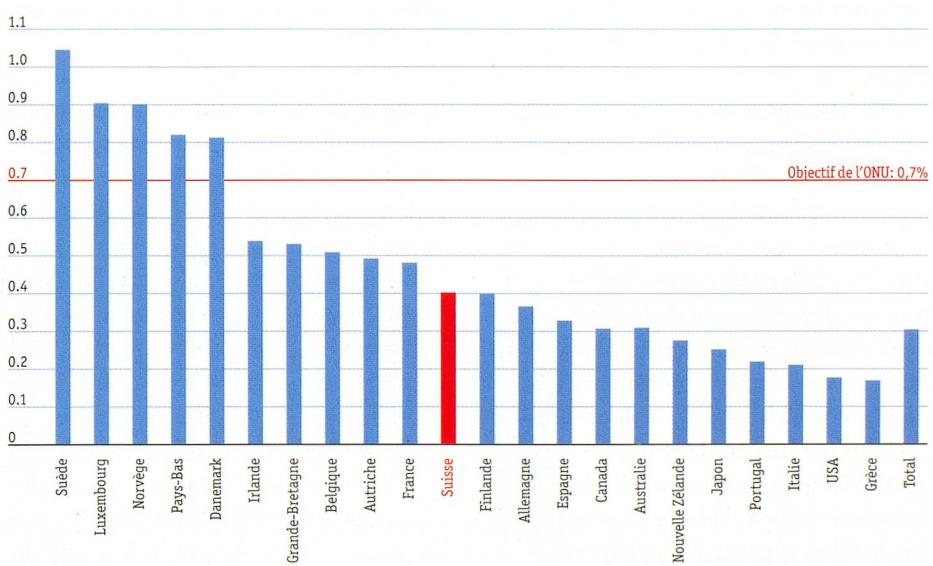
Cela ne fait aucun doute: la pauvreté en Afrique, en Amérique latine et en Asie est grande. «Il y a trois milliards de personnes dans le monde qui doivent s'en sortir avec moins de deux dollars par jour. La nécessité est illimitée», confirme même William Easterly, un des critiques les plus acerbes de l'aide nationale au développement. Cela signifie que trois mille millions de personnes luttent chaque jour pour survivre. Pauvreté, faim et désespoir font partie de leur quotidien.

De nombreux faits et chiffres relatent la pauvreté dans le monde: 980 millions de personnes vivent dans un état d'extrême pauvreté, ils doivent s'en sortir avec moins d'un dollar par jour. Plus de 850 millions de personnes à travers le monde souffrent de la famine. Chaque seconde, une personne meurt des suites de la sous-alimentation. Chaque année, six millions d'enfants meurent de faim avant l'âge de cinq ans. Plus d'un milliard de gens n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 2,5 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires. Chaque minute, une mère meurt quelque part en donnant la vie ou pendant sa grossesse, car elle n'est pas suivie médicalement. Toutes les trente secondes, une personne meurt de la malaria malgré l'existence de médicaments contre cette maladie.

Critique de l'aide au développement

«Les pays en développement se caractérisent par le fait qu'ils manquent de tout: infrastructures publiques, accès et droit à l'eau, à la formation, à la santé et au travail», explique Peter Niggli, directeur de la communauté de travail Alliance Sud. Même si la détresse humaine est grande dans le tiers monde, les critiques concernant l'aide au développement ne manquent pas. Voici les arguments critiques les plus fréquents et quelques réponses:

Malgré un demi-siècle d'aide au développement, la pauvreté dans le tiers monde est toujours colossale. C'est malheureusement exact. Toutefois, l'aide au développement a beaucoup apporté, surtout en matière de santé et de formation, mais aussi au niveau de



Coopération au développement: La Suisse dans le contexte international (source OCDE 2007).

l'agriculture biologique, de l'octroi de micro-crédits et de la démocratisation. Moins de gens vivent aujourd'hui en état de pauvreté extrême (mais ils représentent toujours 19 % de la population mondiale). L'espérance de vie s'est accrue, la mortalité infantile a nettement diminué, les maladies telles que la variole sont éradiquées et d'autres comme la poliomyélite sont en recul. Le nombre d'analphabètes a nettement baissé, davantage d'enfants terminent l'école primaire. L'aide humanitaire a permis la survie de millions de personnes et l'amélioration sensible de leurs conditions de vie.

Mais ce qui suit est également vrai: les bonnes nouvelles viennent en particulier d'Asie, les «bad news» d'Afrique. En Afrique justement, au sud du Sahara, la pauvreté gagne du terrain et le nombre de personnes en état d'extrême pauvreté augmente. La raison pour laquelle la misère reste tellement tenace est aussi que l'Afrique compte toujours plus d'habitants. Et l'aide nationale au développement n'est pas toujours destinée à la lutte contre la pauvreté, car il s'agit souvent pour les pays donateurs d'intérêts stratégiques et économiques (comme l'accès aux matières premières et aux marchés).

L'aide au développement ne favorise pas la croissance économique dans les pays bénéficiaires. Vrai et faux à la fois. Les pays asiatiques en développement tels que la Chine, l'Inde et le Vietnam parviennent effectivement à une croissance économique élevée. Ils disposent de marchés ouverts et peuvent offrir leurs produits à l'échelle mondial. En outre, leur situation politique est stable. Les coûts environnementaux et sociaux de la croissance économique sont cependant énormes, comme le prouve l'exemple de la Chine.

La aide classique au développement s'adapte aux besoins des gens. L'objectif premier de la coopération au développement n'est pas la croissance économique, mais un développement économique et social à partir de la base. «Une société dont les besoins fondamentaux (eau, nourriture, formation, démocratie, État de droit) sont assurés constitue une base solide pour que l'économie fonctionne et prospère», écrit Helvetas dans sa brochure «La pauvreté n'est pas une fatalité».

Pour les pays du tiers monde, l'accès aux autres marchés est vital. Les pays en développement demandent donc aux pays industrialisés d'abolir les subventions pour l'agriculture

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE

En 2000, tous les États du monde ont signé la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. La Suisse aussi. Huit Objectifs du Millénaire (Millennium Development Goals) engagent les gouvernements à lutter contre l'extrême pauvreté et la misère dans le monde jusqu'en 2015. Ce document de principe constitue le cadre de référence mondial pour la coopération internationale au développement. Le premier et le plus célèbre ob-

jectif consiste à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Les autres objectifs visent à assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable et mettre en place un partenariat mondial pour le développement (également grâce à

une aide publique au développement plus généreuse).



Campagne d'annonces des œuvres de bienfaisance suisses sur le thème «0,7% – ensemble contre la pauvreté».

et de supprimer les taxes à l'importation. «Qu'il existe encore autant de protectionnisme à l'encontre des exportations provenant des pays pauvres est un véritable scandale», note également William Easterly dans sa critique du développement.

L'aide au développement paralyse l'initiative et la responsabilité personnelle dans les pays du tiers monde. Cet argument doit être pris au sérieux. Ici et là, l'aide au développement a encouragé une «mentalité d'assistés» auprès des politiciens et de la base. Les acteurs actuels des organisations d'aide connaissent le problème: «La coopération au développement aide à s'aider soi-même, elle repose sur l'initiative personnelle et la responsabilité partagée», dit-on chez Helvetas. Ce n'est que lorsque la population participe activement à un projet qu'elle est aidée. Mais l'on sait que celui qui vit dans la pauvreté doit d'abord utiliser toutes ses forces pour sa survie quotidienne.

L'aide au développement ne sert que les élites corrompues et n'apporte rien aux pauvres. Un reproche en partie justifié. La mauvaise gestion et la corruption dominent justement en Afrique, le continent le plus pauvre. C'est pourquoi les acteurs de l'aide au développement sont devenus prudents: ils sélectionnent soigneusement leurs partenaires et chaque gestion de projet fait l'objet d'une surveillance et d'un contrôle financier. Les œuvres de bienfaisance collaborent délibérément avec la population locale et non avec les élites. Des partenariats solides, la présence sur place et le renforcement de la «qualité du gouvernement», de la démocratie et de la sé-

curité juridique font aujourd'hui partie du quotidien des organisations d'aide au développement.

L'autre mal est la fuite des capitaux, notamment en Suisse. La fuite des capitaux d'Afrique est estimée à 30 milliards de dollars par an – c'est plus que l'ensemble de l'aide au développement (25 milliards) pour ce continent. Les avoirs de l'Afrique à l'étranger sont plus élevés que ses dettes étrangères. La Banque nationale suisse répertorie 13 milliards de francs en fonds fiduciaires en provenance d'Afrique, principalement de l'évasion fiscale.

L'aide dans notre intérêt

«La coopération au développement est un devoir éthique et est également dans notre intérêt», souligne la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey. Si les droits de l'homme sont bafoués, si la faim règne et si les hommes perdent espoir, le risque de conflits et de terrorisme augmente. «La politique de développement est aussi un investissement pour notre propre sécurité et notre avenir.»

DOCUMENTATION

Peter Niggli: Nach der Globalisierung. Entwicklungspolitik im 21. Jahrhundert. Rotpunktverlag, 140 pages. CHF 18.-, 11.50 euros / William Easterly: Wir retten die Welt zu Tode. Für ein professionelles Management im Kampf gegen die Armut. Campus Verlag, 388 pages. CHF 44.-, 24.90 euros (l'édition originale américaine «The White Men's Burden» est parue en 2006 chez The Penguin Press, New York) / www.deza.admin.ch (Direction du développement et de la coopération, Département fédéral des affaires étrangères) / www.seco-cooperation.admin.ch (Secrétariat d'État à l'Économie SECO, Département fédéral de l'économie) / www.alliancesud.ch (Communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, Eper) / www.ladb.ch (Déclaration de Berne. Organisation de politique du développement pour la justice globale) / www.millenniumcampaign.org (Campagne du Millénaire de l'ONU) / www.ensemblecontrelapauvreté.ch, (Pétition «0,7% / ensemble contre la pauvreté») Centre de documentation www.doku-zug.ch